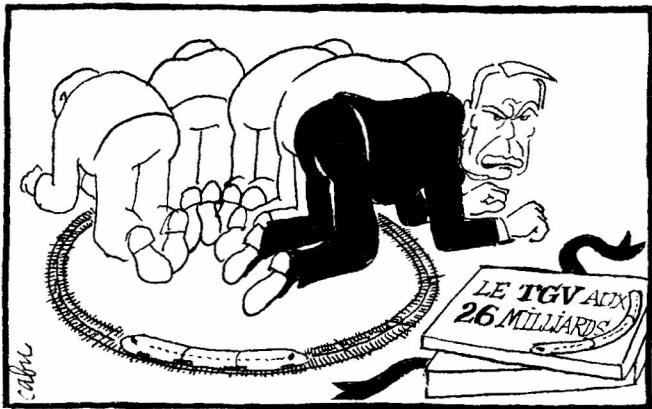


A quand la sortie du tunnel ?

CE sont les actionnaires du tunnel sous la Manche qui doivent se marrer. Voilà un bail qu'ils ont perdu leur chemise dans ce qu'on leur promettait être l'affaire (juteuse) du siècle, mais aujourd'hui vient leur revanche : le tunnel Lyon-Turin, qui, avec ses 57 km sous les Alpes, dépasse en longueur (de 6 km) son homologue franco-britannique. Un projet vraiment épataant car, comme le note le professeur d'économie Rémy Prud'homme, auteur d'une tonitruante tribune dans « Les Echos » (18/12), ses revenus *« ne couvriront même pas 10 % des coûts »*. On comprend qu'aucun investisseur privé, aucune banque, aucun épargnant n'y mette un sou, et que *« les partenariats public-privé parfois évoqués ne seront que des emprunts déguisés »*...

Tout l'argent sera public, c'est dire s'il y a des rallonges en prévision. Voilà une vingtaine d'années, quand le projet a été lancé, il devait coûter 16 milliards d'euros, ce qui était déjà pharaonique, comme on dit. Aujourd'hui, les pharaons sont enfoncés : on en est à 26 milliards (en comptant l'ensemble de la ligne ferroviaire à grande vitesse Lyon-Turin). Mais qu'on se rassure : les devis n'ont pas fini d'exploser, puisque les généreux plans sur la comète, tablant sur un quadruplement du fret ferroviaire, s'avèrent grossièrement erronés,



le trafic étant carrément en baisse. L'an dernier, la Cour des comptes s'en est inquiétée, au point de dénoncer un *« pilotage qui ne répond pas aux exigences de rigueur nécessaires »* et de conseiller aux élus de *« ne pas fermer trop rapidement l'alternative consistant à améliorer la ligne existante »*. Voilà qui ne ferait pas l'affaire du puissant lobby des travaux publics !

Qu'importe... Ce chantier, à l'instar de tous les grands projets inutiles actuellement dans les tuyaux (1), a été déclaré d'utilité publique en août par Jean-Marc Ayrault. Puis les parlementaires l'ont ratifié, ce 18 novembre. Et, deux jours plus tard, François Hollande, en déplacement à Rome, a promis que les travaux démarreraient au plus tard dans un an. Tout baigne. Du moins, tout baignerait si les opposants, nombreux et déterminés, tant en Italie

qu'en France, syndicats paysans, associations écolos, élus, simples citoyens, cessaient de pointer contrevertités, men songes et collusions. Un millier d'entre eux viennent ainsi de déposer un recours gracieux contre le décret d'utilité publique signé par Ayrault. Rappelant que *« les difficultés budgétaires actuelles devraient nous inciter à orienter nos dépenses vers l'essentiel »*, ils proposent des solutions alternatives plus modestes, moins coûteuses, plus idéologiques, moins prestigieuses. Nul doute que, au moment où l'Etat annonce en fanfare le démarrage des travaux du futur aéroport de Notre-Dame-des-Landes, ils seront pris au sérieux...

Jean-Luc Porquet

(1) Lire « Le petit livre noir des grands projets inutiles », par Camille, éd. Le Passager clandestin, 128 p., 7 €, qui en recense plus d'une vingtaine.